

PLERIN - Conception- Réalisation pour la réhabilitation de 40 logements sur une partie de l'ancien EHPAD les Ajoncs d'Or

Règlement d'appel public à candidatures (RAPC)

Consultation n°
Date limite de remise des plis
Procédure de passation

2025-0030-MS

19 / 05 / 2025 à 12 heures

Procédure adaptée
(Articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande
Publique)

1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

TERRES D'ARMOR HABITAT

Direction du Patrimoine - Service Etablissements

Représentant : Jean-Denis MEGE Directeur Général

Adresse :

6, rue des Lys

22440 PLOUFRAGAN

Téléphone : 02.96.62.20.90

Courriel : service.marches@terresdarmorhabitat.bzh

Site internet : <https://terresdarmorhabitat.bzh/>

■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **PLERIN - Conception-Réalisation pour la réhabilitation de 40 logements sur une partie de l'ancien EHPAD les Ajoncs d'Or.**











Le projet est situé au 4 rue de la Croix à Plérin.

Le projet porte sur une seule partie de l'ancien EHPAD. Cette partie correspond au bâtiment de 4 niveaux et l'ancienne infirmerie R+4, le reste est démoli. Sur la partie conservée il ne restera que la structure gros œuvre. Par mesure conservatoire, l'étanchéité ne sera pas déposée avant les travaux de réhabilitation. Les travaux de démolition, curage et désamiantage sont en cours et s'achèveront en juillet 2025.

Le budget de l'opération est de : **3 564 000,00 euros HT** comprenant les études de conception et les travaux sur l'ensemble de la zone définie par le projet, y compris les éventuelles options qui seront retenues ou non à l'attribution.

Code CPV	Libellé CPV
71200000-0	Services d'architecture
45454000-4	Travaux de restructuration

■ Caractéristiques principales du contrat :

	Objet du contrat	PLERIN - Conception-Réalisation pour la réhabilitation de 40 logements sur le terrain de l'ancien EHPAD les Ajoncs d'Or
	Acheteur	TERRES D'ARMOR HABITAT
	Type de contrat	Marché ordinaire de travaux
	Structure	Lot unique - 2 phases
	Lieu d'exécution	4 rue de la Croix - 22190 PLERIN
	Délai	24 mois
	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités de retard	150 € par jour de retard, 200 € par jour au-delà de 100 jours de retard
	Variation des prix	Révisibles (formule), formule $0.15 + 0.85 \times (I(m) / I(o))$
	Nature des prix	Prix forfaitaires

■ Allotissement et structure de la consultation :

La consultation n'est pas décomposée en lots pour les motifs suivants : Marché de conception-réalisation (Articles L2171-2 et R2171-1 du Code de la Commande Publique). Elle est décomposée comme suit :

Type	Objet, délai
Phase	Phase n°1 : Conception
Phase	Phase n°2 : Réalisation

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCÉDURE

■ Procédure de passation :

Marché de conception-réalisation (Articles L2171-2 et R2171-1 du Code de la Commande Publique) passé en procédure adaptée (Articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique), permettant à l'acheteur de confier à un opérateur économique une mission portant à la fois sur l'établissement des études et l'exécution des travaux.

La conception réalisation est pertinente et adaptée au projet pour le motif suivant :




- Les travaux sont destinés à des logements locatifs sociaux.

■ Phasage de la procédure :








La procédure est organisée en deux phases successives : une phase candidature (objet du présent règlement d'appel public à candidature) à l'issue de laquelle au maximum trois candidats seront retenus pour la phase offre (sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures).

■ Déroulé de la procédure et planning indicatif :

Phase candidature :

	Publication de la consultation	Avril 2025
	Retrait du dossier de consultation, élaboration et remise de la candidature	Fin avril 2025
	Analyse et sélection des candidats habilités à remettre une offre	Mai 2025

Phase offre :

	Envoi du DCE complet aux groupements retenus pour la seconde phase, visite de site, élaboration et remise de l'offre par les candidats	Début juin 2025
	Ouverture des plis	Fin septembre 2025
	Analyse des offres, demandes de précisions éventuelles	Octobre 2025
	Audition des candidats, analyse des offres finales	Novembre 2025
	Classement des offres et attribution du contrat	Décembre 2025
	Information des candidats non retenus	Janvier 2026
	Signature et notification du contrat	Janvier 2026

■ Dossier de candidature

Le dossier de candidature de l'acheteur contient les documents suivants :

- RAPC : Règlement d'appel public à la candidature
- Note de présentation du projet
- Cadre de réponse (Excel)
- Cadre de réponse (Power point)

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ Groupements : exigences de qualifications, compétences attendues et forme juridique :

➤ Compétences attendues :

Chaque équipe sera composée au minimum :

- D'une entreprise générale de travaux (mandataire du groupement) ;
- D'un architecte DPLG ou DE-HMONP, inscrit à l'Ordre des Architectes ;
- D'un BET Structure ;
- D'un BET Thermique / STD / fluides / CVC / CFA-CFO ;
- D'un BET Acoustique.

Le mandataire peut s'adjoindre en complément tous types de compétences techniques qui lui paraîtraient pertinentes pour mener à bien la mission.

Conformément à l'article R2142-26 du Code de la commande publique, la composition des équipes ne pourra pas être modifiée entre la remise des candidatures et la signature du marché.

Clause d'exclusivité / limitation du nombre de candidatures :

La candidature de l'entreprise générale mandataire et de l'architecte ne peut être présentée que dans un seul groupement, sous peine de rejet de l'ensemble des candidatures.

La candidature des autres cotraitants, tel que BET Structure, BET Thermique/STD/fluides/CVC/CFA-CFO, BET Acoustique, doit se **limiter à une seule candidature**, sous peine de rejet de l'ensemble des candidatures.

Ne peuvent participer à cette procédure, directement ou indirectement, les personnes ayant pris part à son organisation et à son déroulement, les membres de leur famille (descendants, ascendants et leurs collatéraux), leurs préposés, leurs associés groupés ou ayant des intérêts professionnels communs.

Les missions attendues pour la maîtrise d'œuvre sont celles définies aux articles R2431-11 à R2431-18 du Code de la commande publique :

- APS : à la remise des offres de la seconde phase de la présente procédure ;
- APD ;
- PRO ;
- VISA ;
- DET ;
- AOR.

Mission complémentaire : l'OPC sera confiée à l'entreprise générale mandataire.

➤ Forme du groupement d'entreprise :

La procédure s'adresse à un groupement d'opérateurs économiques qui sera en charge de la conception puis de la réalisation des travaux.

L'acheteur après attribution pourra imposer la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire en raison des conditions particulières d'exécution des prestations tenant à la forme du marché de conception-réalisation. En effet, il est indispensable de disposer d'une entreprise responsable et solidaire financièrement de la totalité des prestations intégrées dans le marché global.

Le mandataire du groupement devra être l'entreprise en charge de la réalisation des travaux tous corps d'état.

L'entreprise générale de travaux ou les entreprises de travaux sont associées aux études de conception.

Il est rappelé que les membres du groupement doivent également posséder une assurance couvrant leur participation à la conception, notamment pour les désordres susceptibles d'engager leur responsabilité décennale et couvrant leur responsabilité civile.

En application de l'article L2171-7 de Code de la commande publique, l'équipe de maîtrise d'œuvre chargée de la conception de l'ouvrage et du suivi de sa réalisation doit être identifiée dès la candidature, et réalisera les éléments de mission définis à l'article L2431-1 du Code de la commande publique, adaptés à la spécificité du marché de conception-réalisation objet de la présente consultation.

Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État n°436532 du 08/10/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du Code de la commande publique).

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>.

■ Visite des lieux :

La visite de site est libre et facultative. Personne à contacter pour prendre rendez-vous :

Guillaume LE MOINE

Responsable d'Affaires

Service Etablissements

Direction du Patrimoine

02 96 76 15 03 – 06 83 61 87 12

g.le-moine@terresdarmorhabitat.bzh

■ Communication et échanges d'informations par voie électronique :

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>.

■ Autres dispositions – Indemnisation des prestations en phase 2 :

Les groupements candidats admis à la seconde phase de la procédure (remise des offres) devront remettre une offre de niveau APS.

Chaque offre déclarée conforme sera rémunérée **17 000 € HT**.

Toutefois, le maître de l'ouvrage pourra, conformément aux propositions motivées de la commission, éventuellement réduire ou supprimer cette indemnisation s'il estime que les offres des candidats sont incomplètes, s'avèrent trop sommaires ou ne répondent pas au dossier de consultation de la procédure. La décision du maître d'ouvrage sera motivée et sans appel.

■ Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (PSE) :

L'ouverture éventuelle aux variantes et le détail des prestations supplémentaires éventuelles seront communiqués aux candidats admis à la seconde phase de la procédure.

3. PRÉSENTATION DES CANDIDATURES

■ Modalités de remise des candidatures :

Les candidatures doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>.

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

TERRES D'ARMOR HABITAT
Service Achats Publics Responsables
6 rue des Lys
22440 PLOUFRAGAN
Contact : Mégalis Bretagne
Courriel : service.marches@terresdarmorhabitat.bzh

Les candidatures doivent être rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

La signature n'est pas exigée à la remise des candidatures. Le contrat définitif sera signé par le seul groupement attributaire par voie papier ou de manière électronique.

En cas de signature papier, le candidat s'engage, s'il est attributaire, à signer manuscritement le contrat rematérialisé au format papier.

En cas de signature électronique, le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation. Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format PAdES de préférence.

■ Remise des candidatures électroniques :

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur (modifications apportées par le pouvoir adjudicateur au dossier de consultation, demandes d'explications, questions/réponses, négociations éventuelles, signature et notification du marché). Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

■ Conditions de participation et contenu des plis :

Exigence d'un chiffre d'affaire minimum :

Terres d'Armor Habitat impose un Chiffre d'Affaire minimal moyen sur les trois dernières années (2024, 2023, 2022) de **6 millions d'euros** qui correspond à celui du mandataire et de tous ses cotraitants hors sous-traitant afin de s'assurer qu'il possède ces capacités.

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

➤ **Un dossier administratif :**

Document	Descriptif
Situation juridique	
Lettre de candidature (DC1)	<i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
Capacité économique et financière	
Déclaration du candidat (DC2)	<i>Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i> <i>Ce document devra faire clairement apparaître les 3 derniers chiffre d'affaire de chaque membre du groupement.</i>

Présentation des documents : le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté le candidat devra joindre :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

➤ **Un dossier technique :**

Un fichier Excel est joint en annexe 1 au présent règlement d'appel public à candidature.

Le candidat devra **impérativement compléter ce document** qui présentera toutes les informations nécessaires afin d'apprécier leur capacité professionnelle, technique, économique et financière.

Si ce document n'est pas remis à l'appui de la candidature, celle-ci sera déclarée non conforme.

Attention : ce document est décomposé en plusieurs onglets, chaque onglet correspondant à une compétence obligatoire.

Les éléments suivants seront fournis et serviront de base à l'appréciation des candidatures selon les critères énoncés ci-après.

Document	Descriptif
Capacité technique et professionnelle	
Note de présentation du groupement :	<p>La note de présentation devra comprendre les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- La composition de l'équipe avec les moyens de chacun des membres du groupement <u>Cadre de réponse</u> : Fichier Excel / Onglet 1-Équipe- Un organigramme, tant pour la partie études que pour la partie travaux sera à présenter, en y faisant ressortir les interlocuteurs dédiés. <u>Cadre de réponse</u> : Fichier Power Point / Onglet 4-Note méthodologique- Pourquoi cette composition d'équipe ? <u>Cadre de réponse</u> : Fichier Power Point / Onglet 5-Note méthodologique 1 page A4 recto maximum- Quels sont vos retours d'expérience en conception-réalisation ou marché de complexité équivalente ? <u>Cadre de réponse</u> : Fichier Power Point / Onglet 6-Note méthodologique 1 page A4 recto maximum <p>L'attention des candidats est attirée sur le fait que les éléments sortant du cadre de réponse ne seront pas pris en compte dans l'analyse.</p>

Document	Descriptif
Un dossier références :	<p>a) Pour l'entreprise générale mandataire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 références significatives et pertinentes au regard de l'objet du marché, relatives à des projets réalisés. <u>Se référer au Cadre de réponse :</u> Fichier Excel / Onglet 2-Références <p>b) Pour l'architecte cotraitant (en cas de pluralité d'architectes, identifier le principal) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 références significatives et pertinentes au regard de l'objet du marché, relatives à des projets réalisés. <u>Se référer au Cadre de réponse :</u> Fichier Excel / Onglet 2-Références et Fichier Power Point / Onglet 3-Références Architecte <p>c) Pour le bureau d'étude Structure cotraitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 références significatives et pertinentes au regard de l'objet du marché, relatives à des projets réalisés. <u>Se référer au Cadre de réponse :</u> Fichier Excel / Onglet 2-Références <p>d) Pour le bureau d'étude Thermique/STD/Fluide/CVC/CFA-CFO cotraitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 références significatives et pertinentes au regard de l'objet du marché, relatives à des projets réalisés. <u>Se référer au Cadre de réponse :</u> Fichier Excel / Onglet 2-Références <p>e) Pour le bureau d'étude Acoustique cotraitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 références significatives et pertinentes au regard de l'objet du marché, relatives à des projets réalisés. <u>Se référer au Cadre de réponse :</u> Fichier Excel / Onglet 2-Références <p>L'attention des candidats est attirée sur le fait que les éléments sortant du cadre de réponse ne seront pas pris en compte dans l'analyse.</p>

4. JUGEMENT DES CANDIDATURES

■ Critères de sélection :

Les candidatures sont analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

Critère et pondération	Descriptif
1. Composition et organisation du groupement (60 %)	<i>Pertinence de la composition de l'équipe, des compétences et qualifications, de l'expérience et de l'organisation proposées compte tenu de la nature et de la complexité du projet - analysés au travers des réponses apportées dans la note de présentation du groupement.</i>
2. Qualité et pertinence des références (40 %)	<i>Qualité et pertinence des références présentées :</i> <ul style="list-style-type: none"> - 3 références terminées pour l'EG - 3 références terminées pour l'architecte - 3 références pour chacune des 3 compétences suivantes pour les autres cotraitants : BET Structure, BET Thermique, BET Acoustique

■ Limitation du nombre de candidats admis à présenter une offre :

Au terme de l'analyse des candidatures, la commission sélectionnera 3 groupements pour la seconde phase de la procédure (sous réserve du nombre suffisant de candidatures).

5. SECONDE PHASE DE LA PROCEDURE – PHASE OFFRE – INFORMATIONS PROVISOIRES

■ Organisation générale :

Le dossier complet sera adressé uniquement aux équipes sélectionnées à la phase 2 de la procédure.

■ Clause d'insertion sociale :

Une clause d'insertion sociale pourra être liée à cette opération. La ventilation des heures devra être effectuée sur les différents corps d'état à l'issue de la phase conception, et en accord avec le facilitateur. Les modalités de mise en œuvre des heures d'insertion seront explicités dans les documents contractuels de la phase offre de la procédure.

■ Dossier de consultation fournis aux candidats :

Le dossier de consultation sera remis aux candidats retenus par la commission. Il sera téléchargeable sur la plateforme de dématérialisation <https://megalys.bretagne.bzh>

Il comprendra notamment :

- Le Règlement du Consultation - phase offre (RC) ;
- Un Acte d'Engagement et ses annexes (AE) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives et Particulières (CCAP) ;
- Le Programme de l'opération et ses annexes.

■ Documents à produire par les candidats :

Le détail des pièces à fournir sera communiqué aux candidats admis à la seconde phase de la procédure dans le règlement de consultation spécifique à cette seconde phase.

Il sera demandé des prestations de niveau APS.

■ Critères de jugement des offres :

Les modalités exactes d'examen des prestations seront explicitées dans le règlement spécifique à la phase de remise des offres.

■ Auditions :

Le marché est passé en procédure adaptée. Les candidats admis à présenter une offre pourront être auditionnés.

Cette audition sera l'occasion pour les candidats de présenter leur offre, justifier leur choix techniques et l'adéquation entre les solutions techniques envisagées et le projet.

Des questions pourront être adressées aux candidats préalablement à l'audition afin de préparer leurs réponses, le cas échéant. Ces questions pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres.

Si les offres des candidats devaient évoluer suites aux auditions, ils seront invités à remettre par écrit leur offre finale, dans un temps imparti.

Ainsi, les offres négociées, feront l'objet d'un dernier classement, sur la base des critères de jugement énoncés ci-dessus.

Ces auditions seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats.

Toutefois, l'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation.

6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 12 jours avant la date limite de remise des candidatures leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://marches.megalis.bretagne.bzh>. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des candidatures à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide. En cas d'empêchement, écrire à : service.marches@terresdarmorhabitat.bzh.

■ Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal Administratif de Rennes
3, Contour de la Motte
CS 44416
35044 Rennes
Téléphone : 02 23 21 28 28
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr
Télécopie : 02 99 63 56 84
Site internet : www.rennes.tribunal-administratif.fr

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : dpo@terresdarmorhabitat.bzh ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)
[Médiateur des entreprises](#)
[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)